



Déclaration syndicale unitaire contre le projet écocide et antisocial d'A69

Solidaires 81 - Solidaires 31 - FSU 81 - CGT 81 - FSU 31

Nos organisations syndicales apportent tout leur soutien aux collectifs investis contre le projet d'autoroute Castres-Toulouse, elles s'engagent dans cette bataille à leurs côtés contre des pouvoirs publics, des élu·es et des entreprises privées qui sacrifient à leurs intérêts la protection de la planète.

Notre souci du commun, notre attention à la justice, nos préoccupations sociales nous relient aux luttes écologiques et les incluent dans les combats syndicaux que nous menons.

C'est à ce titre que nous dénonçons le projet d'autoroute A69. L'urgence climatique que nous traversons rend ce projet non seulement obsolète, mais dangereux. Il s'inscrit dans un modèle de société que nous réprouvons, un modèle qui impose d'aller toujours plus vite, de travailler toujours plutôt longtemps, qui abîme nos existences en même temps que les territoires que nous habitons. Les raisons données pour justifier ce projet nous paraissent fallacieuses ou irresponsables, elles témoignent d'un mépris pour les habitant·es du territoire.

Le sondage IFOP réalisé par Agir pour l'Environnement et la Voie est Libre prouve un rejet important du projet, pour le moins des interrogations : d'après ce sondage, 61 % des habitant·es du Tarn et de la Haute-Garonne sont favorables à l'abandon du projet, 58 % le jugent utile mais pas indispensable. Ces chiffres montrent les mensonges que diffusent les décideurs politiques en prétendant que le projet recueille une large adhésion des habitant·es.

Ce dont ces habitant·es ont besoin ce n'est pas d'une autoroute coûteuse, inaccessible en raison de son prix, qui ne procurera qu'un gain de temps minime et créera d'importantes nuisances. Le projet d'autoroute draine avec lui des infrastructures polluantes (usines à bitume), il va désorganiser le territoire, dégrader les conditions d'existence de celles et ceux qui y vivent. Vouloir « désenclaver » un territoire au moyen d'une autoroute, c'est un projet politique dangereux, contraire aux intérêts du territoire qu'il prétend défendre, parfaitement inadapté aux enjeux climatiques. Du reste, les études ont prouvé qu'une autoroute n'avait aucun impact positif sur un territoire. Le projet d'A69 sert les seuls intérêts des laboratoires Pierre Fabre, des multinationales du BTP, Vinci et NGE.

Des universitaires, des collectifs d'habitant·es, des associations environnementales ont mené une expertise de terrain et fourni un travail documenté pour montrer les méfaits de cette autoroute, les risques que fait prendre, à court et à long termes, un tel projet. Des propositions sont faites pour ouvrir une autre voie, attentive à la fois aux enjeux écologiques et sociaux de la période : aménagement de la RN 126, développement du fret ferroviaire, déploiement des transports publics, bus et train.

La vitalité d'un territoire se mesure à la capacité qu'ont ses habitant·es à y travailler, à s'y nourrir, à y tisser des liens de sociabilité, à y satisfaire leurs besoins sans multiplier les déplacements. Ce dont ont besoin les habitant·es d'un territoire c'est de services publics de proximité, d'un environnement sain, de transports publics qui leur permettent de se déplacer sans polluer.

Face aux aberrations que constitue l'A69, la résistance s'organise, nos organisations syndicales soutiennent les mobilisations et les actions menées pour contrer le déploiement à marche forcée du projet d'A69. Nos organisations dénoncent la répression que subissent les opposant·es. Les décideurs politiques doivent entendre l'alerte lancée par les personnes qui ont mis leur vie en danger en menant une grève de la faim et de la soif pour dénoncer et stopper ce projet. Cette résistance contre l'A69 a de profondes racines : apparue dès les prémices du projet d'A69, elle se nourrit des inquiétudes de ceux qui refusent de voir un territoire saccagé, des terres naturelles et cultivables détruites, elle se nourrit aussi de l'espoir de bâtir, par des décisions collectives, une autre société, plus respectueuse du vivant. Nos organisations s'inscrivent dans cette lutte pour la justice écologique et sociale.

Nos organisations syndicales exigent l'arrêt immédiat du projet, elles appellent à rejoindre la grande mobilisation du weekend des 21 et 22 octobre, à faire du ramdam sur le macadam. Elle seront très attentives à ce que la mobilisation puisse se tenir sans intimidation de la part de la Préfecture, sans violences de la part des forces de l'ordre. Le département du Tarn reste meurtri par la mort de Rémi Fraisse, militant écologiste tué la nuit du 25 au 26 octobre 2014 par une grenade offensive lancée par un gendarme, dans le cadre d'une manifestation contre le barrage de Sivens. Nous restons très marqué·es par les violences répressives perpétrées en mars dernier à Sainte-Soline. Ces drames ne doivent plus se reproduire. Nous demandons à la Préfecture de prendre les mesures nécessaires pour que la mobilisation contre l'A69 ces 21 et 22 octobre se déroule dans les meilleures conditions, autorisant la libre expression de nos inquiétudes face à des projets désastreux qui dévastent nos vies et les territoires que nous habitons.

Le vendredi 20 octobre 2023